



La formation du « ghetto » dans les banlieues françaises

Notes prises sur l'exposé de Didier Lapeyronnie

Professeur de sociologie à l'Université Victor Ségalen (Bordeaux II)

La société française est aujourd'hui marquée par une intensification de la ségrégation urbaine et raciale qui a conduit à reléguer les populations les plus fragiles dans des espaces urbains spécifiques. Dans ces espaces, se sont construits une sous-culture et des modes d'organisation qui s'autoalimentent et sont autant de handicaps pour briser le cercle vicieux de l'exclusion. Ces caractéristiques sont relativement proches de la définition des « ghettos » américains des années 50.

On peut analyser le « ghetto » comme un effet pathologique de l'enrichissement général de la société française. Comme toute société riche, les exigences de qualité, notamment en matière culturelle, se sont accrues, le niveau d'habilitation pour entrer dans la vie active n'a cessé de progresser. Or, dans le ghetto plus qu'ailleurs, l'individu est éloigné de la culture collective. Il a construit une culture dont il doit se libérer pour accéder à la modernité, ce qui n'est pas sans entraîner des difficultés dans le rapport à soi et à ses actes.

Le ghetto est un monde de paradoxes :

- isolé mais envahi par l'extérieur *via* les médias ;
- limité au quartier mais connecté au monde international dans lequel le monde français disparaît ;
- monde d'isolement et d'interconnaissances ;
- qui isole mais derrière lequel on souhaite se retrancher ;
- monde de tension entre une réalité interne et un rêve externe, tension qui induit un sentiment d'infériorité et une difficulté permanente à accéder à la réalité.

Il en résulte une sensation tragique de ne pouvoir vivre sa vie pleinement, de « perdre sa vie ».

Au regard des évolutions de la société française dans son ensemble, comment le ghetto se définit-il ?

- une dégradation ininterrompue depuis trente ans de la situation sociale des zones urbaines sensibles (ZUS) et un accroissement des écarts avec le reste de l'agglomération. Le revenu moyen des habitants des ZUS correspond à 58 % de la moyenne des revenus dans les agglomérations. Le revenu fiscal moyen est de 10 500 € comparé à 20 000 €. Le nombre de ménages non imposables atteint plus de 60 %, contre 37 % dans les agglomérations françaises. Le taux de chômage de toutes les catégories sociales y est deux fois plus élevé : il est de 35 % chez les hommes étrangers et de plus de 40 % chez les femmes étrangères. 20 % des enfants des ZUS ont des problèmes de santé : caries, obésité, notamment en raison de modes de consommation alimentaire moins fournis en produits laitiers et en légumes, troubles du langage. Entre 1984 et 1996, l'écart de revenu entre les Parisiens et le reste de l'Ile-de-France est passé de 7 % à plus de 15 %. L'écart entre les revenus des habitants de la Seine Saint-Denis et le reste de l'Ile-de-France est passé de - 18 % à - 28 %.

- une logique continue depuis une vingtaine d'années de repli et de fermeture des quartiers vis-à-vis de la France, avec la tenue d'un discours auto-référentiel, et la mise en place d'un ordre particulier qui accentue les risques de marginalisation.

Depuis le début des années 80, les quartiers ont connu trois grandes étapes :

- la période de 1980 à 1985 correspond à la fin du monde ouvrier. Mais des capacités d'action subsistent : les phénomènes de bande n'existent pas, des associations sont présentes et agissent. C'est l'époque de la « galère des jeunes des banlieues » décrite par François Dubet ;

- à la fin des années 1980, les émeutes de Vaulx-en-Velin, avec, pour la première fois, la destruction d'un gymnase, marquent l'échec de la politique de la ville. Cette période est caractérisée par la disparition de toute référence au milieu ouvrier, par la montée du chômage, l'apparition d'une culture juvénile plus ou moins déviante et violente, par le vide politique, et, enfin, par l'arrivée de la drogue (et de son corollaire, l'économie souterraine) ;

- la période actuelle est celle de la fermeture des cités, repliées de plus en plus sur elles-mêmes et vivant sur des normes spécifiques.

Cette évolution des cités correspond à quatre transformations majeures de la société française :

- le blocage de la mobilité sociale. Aujourd'hui, la probabilité pour un fils d'ouvrier de ne pas être lui-même ouvrier est plus faible que dans les années 80, ce qui explique que les inégalités se soient immiscées au sein même des familles.
- la transformation du travail, qui, en exigeant plus de capacités relationnelles et culturelles, renforcent les barrières de classe.
- la ségrégation urbaine. Elle pèse lourdement sur les villes depuis le milieu du XIX^{ème} siècle. Désormais, on observe des configurations urbaines à trois vitesses : un centre qui se gentrifie, des classes moyennes reléguées en périphérie — dont la vie devient d'autant plus difficile que, non contente de les avoir expulsées, la ville centre leur interdit l'usage de la voiture ; ce qui, d'ailleurs, a des conséquences politiques : le vote Front national apparaît comme une fonction croissante de la distance au centre ville — et, entre les deux, les quartiers pauvres.
- la question scolaire. Des enquêtes du CREDOC montrent que l'école accroît les discriminations et que la carte scolaire joue un rôle aggravant. Le sentiment profond d'abaissement que l'école génère chez les jeunes transforme un destin social en humiliation. Alors que l'école était vécue dans un rapport positif, elle est devenue une barrière. Les exceptions ne font que démontrer la généralité de la règle.
- un profond changement politique. Le monde du travail social a longtemps été vécu comme un vecteur d'ascension sociale et d'ouverture culturelle. Le rapport aux institutions était positif. Aujourd'hui, même les parents sont devenus hostiles à l'univers républicain. La République et, en particulier, l'école, sont vécus comme autant d'obstacles à franchir pour réussir.

Comment fonctionnent les ghettos ?

À Belleville, les riches vivent entre riches, les pauvres entre pauvres. « On se croise ». Le plateau de Basseau, à Angoulême, ville de 110 000 habitants, réputé comme l'un des quartiers les plus difficiles de France, compte 2 000 habitants, dont 40 % de moins de 40 ans, 60 % d'inactifs, 60 % de maghrébins et 20 % de blancs. Il concentre 15 % des interventions de police alors qu'il ne représente que 2 % de la population urbaine. L'économie souterraine y est florissante, le commerce du haschich implique la moitié de la population, plus de la moitié des familles ont un membre emprisonné, le plus

souvent pour des motifs de violence ou « d'embrouille », la mixité des genres y est inexistante. Pour mener nos enquêtes, nous avons constitué des groupes de discussion, mais il a été impossible de réunir les deux sexes dans un même espace. Nous avons effectué 70 entretiens individuels, notamment sur le thème des mariages forcés, qui sont en forte augmentation.

Les conduites dans les ghettos se caractérisent par trois grands traits.

- le premier est lié au rapport au langage. Le monde du ghetto est un monde de théâtralisation : « *Au fond, dans un quartier, tout y est faux, jamais quelqu'un n'est exactement ce qu'il est* ». En d'autres termes, l'individu n'est jamais vraiment ni ce qu'il dit être, ni complètement impliqué dans ses paroles ou dans ses actes. On peut parler de fiction collective, à laquelle tous doivent participer, et qui a pour objet de diminuer les tensions individuelles. On transforme ses échecs en succès. Dès lors qu'un individu tente de s'échapper, les autres le ramènent à cette sorte de « règle communautaire fictive » par le rire, le commérage ou la violence. Pour autant, chacun a conscience que tout est mensonge.
- la question de la sexualité est centrale : à qui appartient le ventre des femmes ? Sur le marché matrimonial, les hommes, « socialement handicapés », vivent dans une grande solitude sexuelle. Leur sexualité est projetée à l'extérieur du quartier, et s'accompagne d'un essor de la consommation de produits pornographiques. Elle donne lieu à des logiques de fantasmes sexuels — domination sexuelle de femmes blanches, pratiques collectives. Les femmes parlent beaucoup plus facilement de sexualité et souffrent énormément de la désexualisation imposée par la communauté masculine. La féminité à la fois protège du racisme et engendre de la violence. Pour les femmes des quartiers, le rapport au corps est fondamental : la sexualité est vécue comme un outil de construction de soi et donne une plus grande capacité à se projeter à l'extérieur. Par ce biais, les femmes font preuve d'une plus grande intelligence et ouverture culturelles.
- la violence, enfin, qu'elle soit subie ou exercée. Elle apparaît comme un instrument de régulation, un moyen d'imposition de l'ordre du quartier ou de la famille, surtout dans les familles les plus traditionnelles où l'écart avec la réalité y est plus important. La violence se manifeste dans le langage, elle est physique, psychologique. Six enfants interrogés sur dix font état de violences familiales graves. La logique des « embrouilles » (menaces, utilisation d'armes de feu...), qui peuvent conduire à l'emprisonnement, est, elle aussi, prééminente. Elle a deux fonctionnalités : créer des solidarités et permettre de se protéger ; refuser de perdre la face dans un quartier où tout le monde se connaît.

Réduites à l'espace du quartier, les relations sociales sont des liens forts, quasi-communautaires. Le ghetto est le monde de l'interconnaissance. Le nombre des relations y est réduit mais les gens que vous connaissez se connaissent entre eux. Cette interconnaissance est garante de la sécurité. Le ghetto fonctionne comme une sorte de cocon où le regard d'autrui, le contrôle, le commérage sont toujours présents. La présence des garçons dans les cages d'escalier se justifie d'abord par cette nécessité de mieux contrôler l'environnement.

Ce type de relations est un frein évident pour naviguer dans « un monde hypertexte » caractérisé par des liens faibles, où l'on fait ce que l'on veut dans le privé à condition d'être poli en public. La politesse n'a pas de sens dans les quartiers, ce qui compte, c'est de contrôler la vie privée des individus. En contrepartie de ces liens forts, les habitants des quartiers, toujours ramenés à eux-mêmes, peuvent difficilement évoluer.

Au contrôle social s'ajoute l'imposition d'un ordre moral segmenté. Chaque individu est affecté à un groupe et y occupe une place particulière. Les groupes sont classés par catégories ethniques, raciales, sexuelles et d'âge. Dans les cages d'escalier, les fréquentations sont largement raciales.

Cet ordre moral, très puissant, se complète à l'intérieur des familles d'une morale privée très tatillonne construite sur le sexisme, l'homophobie et l'antisémitisme.

Le ghetto repose sur cette complémentarité de deux espaces, l'espace familial et l'espace de la rue, qui s'explique en partie par la logique migratoire. Pour les jeunes des catégories immigrées, l'encadrement et la pression familiale sont très forts. Ils souffrent énormément de « trop de famille ». L'immigration, vécue comme un arrachement affectif, fait du sacrifice familial un thème récurrent. La réussite sociale est, dès lors, un impératif qui valide le sacrifice. Mais, coincés entre une société fermée et cette pression familiale très puissante, l'espace de la rue devient, pour ces jeunes, un échappatoire à l'humiliation, un lieu avec d'autres règles où l'on peut retrouver sa dignité. L'espace du ghetto se construit là.

Face à ces difficultés, les stratégies des femmes et des hommes divergent. Les filles qui disposent d'un « capital physique » ou qui réussissent scolairement se réfugient derrière la famille et évitent le quartier et les endroits fréquentés par les « blédards » de peur du mariage forcé. Mais la stratégie de l'échec a aussi ses raisons : le choix de la rue permet de garder une certaine dignité, voire un prestige et un statut social à travers l'appartenance à des réseaux d'économie souterraine.

En définitive, le ghetto est un espace de superposition de plusieurs systèmes de contrôle :

- un contrôle institutionnel, à travers l'assistance sociale ou la police. Ce sont les « blancs de l'extérieur ».
- le contrôle de la néo-communauté, souvent porté par les pères de famille, qui fait référence à la mosquée, au bled, à la gestion de la paix, à l'arrangement des mariages.
- le contrôle lié au trafic, « une communauté à l'envers » régie par le marché, les dettes, les dons et les contre-dons.

L'équilibre entre ces systèmes, à la fois concurrents et complémentaires, est très instable. En règle générale, une pression trop forte de l'un d'entre eux engendre un regain de violence. *In fine*, on est face à un système vide hors jeu politiquement.

Et c'est là, me semble-t-il, que se situe l'enjeu actuel : il est temps de réfléchir aux moyens de réintégrer les ghettos dans le jeu politique.

Q : le contrôle des institutions religieuses est-il réel ? Existe-t-il des solidarités entre la religion et la communauté ?

DL : la poussée de la religion est très importante, en ce qu'elle peut être vécue comme un moyen de retrouver la dignité. Pour ma part, je n'ai pas relevé de comportement intégriste notable. Les résidents des quartiers font même preuve d'une certaine méfiance vis-à-vis des prêches politiques. Je suis convaincu qu'une religion plus forte serait un vecteur de réduction de l'intégrisme. Pour ce qui concerne la solidarité, les trafics sont beaucoup plus efficaces.

Q : la reconquête du champ politique dans les quartiers pourra-t-elle se faire de l'intérieur ?

DL : je ressens le système politique local français comme étant de plus en plus fermé. Une partie du personnel politique me paraît même faire preuve de médiocrité. Les tensions actuelles et les demandes d'une meilleure représentation politique dans les banlieues sont indéniables. En France, le monde populaire a été structuré plus politiquement que socialement. Aujourd'hui, l'absence de structuration politique dans les banlieues laisse la place à un vide immense.

Q : comment les politiques publiques locales sont-elles perçues dans les quartiers d'Angoulême ?

DL : les habitants du quartier de Basseau font preuve d'un grand ressentiment vis-à-vis des actions publiques. Alors qu'elles leur étaient destinées, elles sont vécues comme des humiliations supplémentaires, parfois comme un abandon. Le monde populaire ne perçoit plus l'action des services sociaux comme sociale, mais caritative. Les services sociaux ont évolué : les associations ont laissé la place à des groupes de parentalité (ce qui rejoint par ailleurs le thème du paupérisme du XVI^{ème} siècle). Les habitants ont même le sentiment d'être colonisés, la définition de leur identité reposant uniquement sur l'image qu'ils reflètent à l'extérieur.

QA : avez-vous interviewé les acteurs locaux pour tenter de mieux comprendre les ghettos ?

DL : des entretiens ont été menés avec les services publics, notamment avec la police nationale, mais les services sociaux ont été volontairement exclus de notre enquête. La situation dégradée que l'on connaît actuellement semble résulter d'une accumulation de richesses qui, de fait, fabrique de la ségrégation. Par exemple, le quartier de Basseau dispose d'un collège d'une capacité de 800 élèves. Or, seule la moitié de l'établissement est occupée.

Q : le déficit de compréhension de ces phénomènes est-il un des facteurs de l'échec des politiques ?

Q : la ségrégation est-elle un phénomène franco-français ? Résulte-t-elle des carences de la politique sociale ? Ou est-elle planétaire, les écarts de richesse entre les pays du Nord et les pays du Sud étant sans cesse croissants ?

DL : la politique de la ville s'est arrêtée en 1990, faute de moyens et d'idées, voire de volonté politique. Mais il est de toute façon difficile de résoudre le problème de la ségrégation, qui trouve son origine dans des logiques individuelles très marquées. Ceux-là mêmes qui prônent la mixité éviteront de placer leurs enfants dans des établissements scolaires fréquentés par des jeunes des cités. En outre, pour la première fois, les sociétés riches n'ont plus besoin des pauvres. On pourrait dire que la ségrégation sociale non seulement n'est pas un problème, mais qu'elle est la solution du problème, notamment sur le plan de la sécurité.